

Dépenses d'élection

Si je mentionne l'opposition officielle, c'est parce que c'est ensuite elle qui fait l'objet d'une étude par le professeur Paltiel. Sa source de renseignements est une lettre, en date du 7 août 1973, que lui a adressée M. Finlay MacDonald, président de la campagne nationale du parti progressiste conservateur du Canada. Il énumère ces dépenses, de la même façon qu'il l'a fait au sujet du parti libéral, qui comprennent la publicité radiodiffusée et télévisée, les brochures et imprimés, d'autres dépenses, et des dépenses administratives et relatives à la campagne du chef. Il les met à part comme des articles distincts, ce qui est important étant donné l'exemple que j'ai cité, dans le paragraphe 1.1, qui stipule que la somme versée par un parti enregistré à ses candidats ne doit pas être comptée dans le montant-limite des dépenses. C'est pourquoi il inclut un article spécial pour le parti conservateur.

● (1650)

Il est vrai que cela comprend les affectations provinciales, c'est-à-dire des dons à la section provinciale du parti, y compris les fonds versés aux électeurs. Je suppose que tout cet argent pourrait aller à une circonscription. Cependant, cette somme est déboursée par le quartier général du parti Conservateur progressiste pour assurer la gestion, pour la campagne du leadership, la campagne nationale, les dons et contributions aux sections provinciales et régions. Cette somme s'élevait à \$1,748,165. Je pourrais également ajouter les 31c. Au cours de cette campagne, le parti conservateur a dépensé, y compris 1.7 million de dollars, \$4,152,321.

En déduisant de ce total la somme accordée aux circonscriptions et aux régions provinciales, nous en arrivons à une dépense de 2.4 millions de dollars. Encore une fois, si l'on tient compte de la limite de 30c. multipliés par le nombre d'électeurs, on s'aperçoit que le parti Conservateur progressiste a dépensé deux fois moins qu'il n'aurait pu le faire au cours des dernières élections fédérales. Nous ne devons pas oublier qu'au cours des dernières élections de 1972, les chances du parti conservateur augmentaient.

Une voix: Elles continuent.

Une voix: C'est ce que vous croyez.

M. Howard: Mon ami peut dire ce qu'il veut. Je parle des chances de son parti. Elles augmentaient et avaient atteint un sommet. Si l'espoir du député du parti conservateur est justifié et que les chances de ce parti continuent d'augmenter, il leur faudra attendre très longtemps avant d'atteindre la limite prévue dans ce bill car cette limite n'a aucun effet sur une dépense de ce genre effectuée par ce parti. Ils n'ont eu aucun mal à rassembler des fonds. Il poursuit en disant ceci au sujet du parti conservateur:

... la campagne du parti conservateur est fortement centralisée, le personnel du comité central assurant une surveillance étroite sur toutes les activités...

[M. Howard.]

Quand je lis cela, je me demande comment le député a pu avoir l'impudence de déclarer hier que j'appartenais à un parti centralisé. Le parti conservateur est un parti fortement centralisé, le personnel du comité central assurant une surveillance étroite sur toutes les activités de la campagne, au moyen notamment d'un réseau téléphonique à l'échelle du pays. Le texte que j'ai en main mentionne des lignes «WATS». J'ignore l'équivalent de ce sigle technique. De toute façon, c'est un système centralisé de surveillance. C'est le principe du Numéro 1. Le parti a manifestement beaucoup plus de difficulté à remplir sa caisse entre les périodes électorales qu'en période électorale. L'exposé poursuit:

En outre, la situation actuelle qui voit le pays dirigé par un gouvernement minoritaire et qui oblige les partis à demeurer «sur le pied de guerre» est fort difficile pour un parti dont la «caisse n'est pas alimentée de façon continue entre les campagnes électorales» et auquel manque le revenant-bon du parti au pouvoir. Quoi qu'il en soit, les frais hors les campagnes électorales d'un parti comme le parti progressiste conservateur ne sauraient être de beaucoup inférieurs à \$350,000.

Il parle d'un état d'alerte constant. C'est la même chose au NPD. On fait dès maintenant des dépenses qui pourraient servir à la campagne nationale. A mesure qu'approche chaque période où il pourrait y avoir des élections, comme cela arrive de temps à autre dans la présente législature, les travaux des bureaux national et provinciaux du parti s'intensifient. On s'attend à des élections. Ce pourrait être au moment du discours du Trône, du budget et ainsi de suite. Toutefois, chaque fois que l'attente et la ferveur augmentent ici, le siège du parti reçoit le message: «On y est peut-être, préparez-vous». Les dépenses du parti conservateur en vue d'élections possibles augmentent donc durant la période où le bref pourrait être émis et elles ne peuvent donc être considérées comme des dépenses électorales.

J'en viens donc au financement des campagnes du NPD parce que nous serons aussi assujettis à ces dispositions. Le professeur Paltiel dit:

Il est clair que les deux vieux...

J'aime bien ce qualificatif.

... grands partis canadiens ont réuni d'amples capitaux de financement au cours de la campagne de 1972 et, dans une certaine mesure, le Nouveau parti démocratique a également connu une augmentation appréciable de revenus et de dépenses au niveau fédéral durant la même campagne.

Il n'y a pas à en douter. Nous avons été plus que ravis, monsieur l'Orateur. Je crois que nous avons dépensé \$370,000 en fonds réunis par notre bureau national, une somme inouïe pour la campagne électorale d'un parti populaire qui obtient ses fonds de simples citoyens, de petits groupes et de gens de la collectivité. Mon honorable ami de New Westminster (M. Leggatt) a signalé qu'en tant que parti populaire nous étions financés de la base vers le haut et non du haut vers la base, comme c'est le cas pour les libéraux et les conservateurs.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Peut-être serait-on d'accord pour signaler qu'il est 5 heures.